

Aux Actionnaires

LYDEC S.A.

48, Rue Mohamed Diouri
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lydec S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 815 430 754,49 dont un bénéfice net de MAD 168 626 872,34.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Au 31 décembre 2019, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élèvent à MMAD 156 HT et sont majoritairement antérieures à 2019. Selon le management, compte tenu de la difficulté

de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, du fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous certifions que les états de synthèse cités ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société LYDEC S.A. au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2019 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance envers l'Autorité Délégente d'un montant de MMAD 219 au 31 décembre 2019, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le Comité de Suivi, réuni le 27 avril 2018, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Les Commissaires aux Comptes

Casablanca, le 03 avril 2020

ERNST & YOUNG

Hicham DIOURI
Associé
Bd. Abdellatif Ben Kaddour
- Casablanca -
Tél : (212-2) 2 95 79 00 - Fax : (212-2) 2 30 02 00

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Adnane LOUKILI
Associé
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Angle Bd Abdelmoumen et Rue Galayon
30360 - Casablanca
Tél : 05 22 42 34 23 (L.G)
Fax : 05 22 42 34 00

TABLEAU N°1

BILAN ACTIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	28 079 966 561,45	15 173 612 844,47	12 906 353 716,98	12 451 746 738,09
	* Immobilisations terminées				
	Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 494 489 994,69	6 824 346,09	9 413 767,13
	Immobilisations financées par fonds de travaux	5 408 611 354,37	2 394 922 512,91	3 013 688 841,46	2 921 594 508,96
	Immobilisations financées par LYDEC	8 804 685 911,85	5 257 455 128,82	3 547 230 783,03	3 589 454 969,78
	Immobilisations financées par les tiers	2 134 079 613,39	1 347 809 668,16	786 269 945,23	757 249 005,81
	Immobilisations reçues gratuitement	4 190 049 759,24	1 678 935 539,89	2 511 114 219,35	2 329 374 065,48
	* Immobilisations en cours				
	Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	1 699 133 285,57		1 699 133 285,57	1 499 604 590,62
	Immobilisations en cours financées par Lydec	634 221 693,32		634 221 693,32	636 282 700,69
	Immobilisations en cours financées par les Tiers	562 864 190,02		562 864 190,02	449 304 413,44
	* Fonds de retraite	145 006 412,91		145 006 412,91	259 468 716,18
	I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	10 611 945 132,07	6 570 969 139,14	4 040 975 992,93	4 159 307 163,86
	* Immobilisations en non valeur	425 082 224,52	404 131 634,87	20 950 589,65	17 233 046,25
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	425 082 224,52	404 131 634,87	20 950 589,65	17 233 046,25
	Prime de remboursement des obligations				
	* Immobilisations incorporelles	9 549 962 182,71	5 604 337 300,99	3 945 624 881,72	4 069 798 874,42
	Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61		
	Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	110 506 230,93	95 795 948,96	14 710 281,97	17 752 926,29
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles (Financement délégué)	9 438 907 605,17	5 507 993 005,42	3 930 914 599,75	4 052 045 948,13
	* Immobilisations corporelles	635 117 129,52	562 500 203,28	72 616 926,24	70 536 387,99
	Terrains				
	Constructions	1 149 165,41	1 045 816,55	103 348,86	119 248,69
	Matériel et outillage	332 661 107,36	298 120 909,48	34 540 197,88	35 903 548,24
	Matériel de transport	67 375 608,03	58 834 188,14	8 541 419,89	11 253 746,65
	Matériel mobilier de bureau	46 700 294,22	45 288 400,77	1 411 893,45	1 461 278,02
	Matériel informatique	172 826 603,46	144 836 787,29	27 989 816,17	21 735 316,40
	Autres immobilisations corporelles	14 404 351,04	14 374 101,05	30 249,99	63 249,99
	Immobilisations corporelles en cours				
	* Immobilisations financières	1 783 595,32		1 783 595,32	1 738 855,20
	Prêts et créances immobilisées	1 783 595,32		1 783 595,32	1 738 855,20
	Titres de participation				
	* Ecart de conversion				
	Diminution des créances financières				
	Augmentation des dettes de financement				
	TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	38 691 911 693,52	21 744 581 983,61	16 947 329 709,91	16 611 053 901,95
ACTIF CIRCULANT	II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)				
	* Stocks (F)	33 078 831,34	10 628 520,86	22 450 310,48	22 033 149,95
	Matière et fournitures consommables	33 078 831,34	10 628 520,86	22 450 310,48	22 033 149,95
	* Créances de l'Actif Circulant (G)	3 091 143 915,41	418 104 345,23	2 673 039 570,18	2 673 839 890,08
	Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	57 995 831,14		57 995 831,14	473 884,46
	Clients et comptes rattachés	2 192 582 263,81	398 024 676,19	1 794 557 587,62	1 914 925 425,22
	Personnel débiteur	61 554 714,38		61 554 714,38	66 205 082,44
	Etat débiteur	229 526 151,93		229 526 151,93	217 939 270,82
	Comptes d'associés débiteurs				
	Autres débiteurs	503 426 927,29	20 079 669,04	483 347 258,25	441 011 206,11
	Comptes de régularisation actif	46 058 026,86		46 058 026,86	33 285 021,03
	* Titres et Valeurs de Placement (H)	295 000 000,09		295 000 000,09	390 000 000,09
TRESORERIE	Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	295 000 000,00		295 000 000,00	390 000 000,00
	Placements LYDEC	0,09		0,09	0,09
	* Ecart de Conversion actif circulant (I)	973,24		973,24	13 311,74
	(Elément circulants)				
	TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	3 419 223 720,08	428 732 866,09	2 990 490 853,99	3 085 886 351,86
	* Trésorerie - Actif				
	Chèques et Valeurs à encaisser	187 810 706,22	4 395 283,18	183 415 423,04	61 448 290,05
	Fonds externes	111 091 483,93		111 091 483,93	4 597 064,74
	Banques	16 236 547,51		16 236 547,51	1 242 494 638,64
	Caisses	316 025,51		316 025,51	274 272,78
	TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	315 454 763,17	4 395 283,18	311 059 479,99	1 308 814 266,21
	TOTAL GENERAL ACTIF	42 426 590 176,77	22 177 710 132,88	20 248 880 043,89	21 005 754 520,02

TABLEAU N°1

BILAN PASSIF - MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

	PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
		Montant net	Montant net
DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE	I-DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	12 906 353 715,33	12 451 746 733,50
	Financement Fonds de Travaux	11 609 058 979,67	10 987 477 971,82
	Amortissement Financement Fonds de Travaux	-6 889 412 507,60	-6 556 865 106,16
	Financement Déléataire	9 438 907 605,17	8 969 776 487,26
	Amortissement Financement Déléataire	-5 257 455 128,82	-4 742 369 940,42
	Financement Tiers	6 886 993 562,65	6 238 708 432,49
	Amortissement Financement Tiers	-3 026 745 208,05	-2 704 449 824,13
	Fonds de retraite	145 006 412,31	259 468 712,64
	Dettes de l'Autorité déléguée / RCAR		
	RCAR		
	Emprunts obligataires financement retraite - Principal	2 613 545 644,81	3 062 568 777,14
	Dette de l'Autorité Déléguée	-2 613 545 644,81	-3 062 568 777,14
FINANCEMENT PERMANENT	* Capitaux Propres (A)		
	Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
	dont Capital souscrit non appelé		
	Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves légales	80 000 000,00	80 000 000,00
	Autre Réserves		
	Report à nouveau	759 948 763,81	751 660 492,98
	Résultat net en instance d'affectation		
	Résultat net de l'exercice	168 626 872,34	204 288 270,83
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 808 675 636,15	1 835 948 763,81
	* Capitaux Propres Assimilés (B)	6 855 118,34	7 759 090,34
	Subventions d'investissement	6 855 118,34	7 759 090,34
	Provisions réglementées		
	Comptes de liaison		
	* Dettes de Financement (C)	1 108 155 061,10	1 267 381 889,82
	Emprunts Obligataires	480 000 000,00	560 000 000,00
	Emprunts Commerciaux	110 000 000,00	220 000 000,00
	Dépôts de Garantie Clientèle	518 155 061,10	487 381 889,82
	* Provisions Durables pour Risques et Charges (D)		
	* Ecart de conversion Passif (E)		
	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	15 829 939 530,92	15 562 836 477,47
PASSIF CIRCULANT	II-PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)		
	* Dettes passif circulant (F)	3 798 895 159,68	3 665 852 387,27
	Fournisseurs et Comptes rattachés	2 302 594 046,37	2 188 999 303,53
	Clients créditeurs, Avances et Acomptes	198 120 671,10	181 981 150,46
	Personnel	54 947 868,58	54 657 790,75
	Organismes Sociaux	3 007 814,36	29 150 233,39
	Etat	622 188 507,54	551 540 448,70
	Comptes d'Associés Crédateurs		
	Fonds de Travaux	123 303 957,98	162 848 939,91
	Autres Créanciers	141 596 198,55	136 359 954,35
	Comptes de régularisation Passif	353 136 095,20	360 314 566,18
	* G-Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	53 909 601,46	41 614 586,79
	* H-Ecart de Conversion Passif Circulant (H)	4 633,66	4 044,67
	TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	3 852 809 394,80	3 707 471 018,73
TRESORERIE	* Trésorerie - Passif		
	Crédits d'escompte		
	Crédits de Trésorerie	380 000 000,00	150 000 000,00
	Banques (Soldes Crédateurs)	186 131 118,17	1 585 447 023,82
	TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	566 131 118,17	1 735 447 023,82
	TOTAL GENERAL PASSIF	20 248 880 043,89	21 005 754 520,02

TABLEAU N°2

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors taxes)
MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

		OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises (en l'état)	6 334 281 297,66		6 334 281 297,66	6 310 441 061,66
	Ventes de biens et services	1 127 328 617,17		1 127 328 617,17	931 143 030,66
	Variation de stocks de produits				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	144 862 385,19		144 862 385,19	155 395 355,83
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : Transfert de charges	448 473 805,65		448 473 805,65	435 164 070,88
	TOTAL I	8 054 946 105,67		8 054 946 105,67	7 832 143 519,03
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats revendus de marchandises	4 368 219 858,66		4 368 219 858,66	4 361 024 529,40
	Achats consommés de matières et fournitures	1 143 981 740,59		1 143 981 740,59	948 086 106,61
	Autres charges externes	290 386 799,72	6 238 909,69	296 625 709,41	285 391 966,82
	Impôts et taxes	7 664 637,94		7 664 637,94	8 659 862,20
	Charges de personnel	825 028 538,16	3 715,32	825 032 253,48	832 339 262,09
	Autres charges d'exploitation	15 619 451,93		15 619 451,93	10 121 255,40
	Dotations d'exploitation	1 065 183 627,78		1 065 183 627,78	1 009 121 279,43
	TOTAL II	7 716 084 654,78	6 242 625,01	7 722 327 279,79	7 454 744 261,95
III	RESULTAT D'EXPLOITATION III =(I-II)			332 618 825,88	377 399 257,08
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	Gains de change	385 547,69		385 547,69	387 074,59
	Intérêts et autres produits financiers	2 699 378,48	1 529 865,69	4 229 244,17	3 102 553,17
	Reprises financières : transfert de charges	6 354 871,57		6 354 871,57	7 361 694,67
	TOTAL IV	9 439 797,74	1 529 865,69	10 969 663,43	10 851 322,43
V	CHARGES FINANCIERS				
	Charges d'intérêts	80 698 118,20		80 698 118,20	107 255 491,86
	Perte de change	374 419,63		374 419,63	395 453,01
	Autres charges financières		12 056,93	12 056,93	21 075,65
	Dotations financières				
	TOTAL V	81 072 537,83	12 056,93	81 084 594,76	107 672 020,52
VI	RESULTAT FINANCIER VI=(IV-V)			-70 114 931,33	-96 820 698,09
VII	RESULTAT COURANT VII=(III+V)			262 503 894,55	280 578 558,99

TABLEAU N°2

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors taxes) (Suite)
MODELE NORMAL

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

		OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
VII	RESULTAT COURANT (reports)			262 503 894,55	280 578 558,99
VIII	PRODUITS NON COURANT				
	Produits des cessions d'immobilisation	215 002,50		215 002,50	266 319,70
	Subvention d'équilibre				
	Reprises sur subvention d'investissement				
	Autres produits non courant	1 230 141,79	37 047 100,89	38 277 242,68	35 765 914,81
	Reprises non courantes; Transferts de charges	526,73		526,73	30 000 000,00
	TOTAL VIII	1 445 671,02	37 047 100,89	38 492 771,91	66 032 234,51
IX	CHARGES NON COURANTES				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	17 497,08		17 497,08	7 448,55
	Subvention accordées				
	Autres charges non courantes	11 262 813,82	5 565 078,57	16 827 892,39	12 160 014,47
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	TOTAL IX	11 280 310,90	5 565 078,57	16 845 389,47	12 167 463,02
X	RESULTAT NON COURANT				
X	X = (VIII-IX)			21 647 382,44	53 864 771,49
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS				
XI	XI = (VII-X)			284 151 276,99	334 443 330,48
XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	115 524 404,65		115 524 404,65	130 155 059,65
XIII	RESULTAT NET (XI-XII)			168 626 872,34	204 288 270,83
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			8 104 408 541,01	7 909 027 075,97
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			7 935 781 668,67	7 704 738 805,14
XVI	RESULTAT NET (total des produits -total des charges)			168 626 872,34	204 288 270,83

TABLEAU N°5

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)					
				EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	+	Ventes de Fluides	6 334 281 297,66	6 310 441 061,66
	2	-	Achats de Fluides	4 368 219 858,66	4 361 024 529,40
I		=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 966 061 439,00	1 949 416 532,26
II		+	Production DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 272 191 002,36	1 086 538 386,49
	3		Ventes de biens et services produits	1 127 328 617,17	931 143 030,66
	4		Variation de Stocks		
	5		Immobilisations Produites	144 862 385,19	155 395 355,83
III		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 440 607 450,00	1 233 478 073,43
	6		Achats consommés de matières et de fournitures	1 143 981 740,59	948 086 106,61
	7		Autres Charges externes	296 625 709,41	285 391 966,82
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	1 797 644 991,36	1 802 476 845,32
	8	+	Subventions d'exploitation reçues		
	9	-	Impôts et Taxes	7 664 637,94	8 659 862,20
	10	-	Charges de Personnel	825 032 253,48	832 339 262,09
V		=	Excédent Brut d'exploitation (E B E)	964 948 099,94	961 477 721,03
		=	Insuffisance Brute d'exploitation (I B E)		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	15 619 451,93	10 121 255,40
	13	+	Reprises d'exploitation : Transfert ce Charges	448 473 805,65	435 164 070,88
	14	-	Dotations d'exploitation	1 065 183 627,78	1 009 121 279,43
VI		=	RESULTAT d'EXPLOITATION	332 618 825,88	377 399 257,08
VII			RESULTAT FINANCIER	-70 114 931,33	-96 820 698,09
VIII		=	RESULTAT COURANT	262 503 894,55	280 578 558,99
IX			RESULTAT NON COURANT	21 647 382,44	53 864 771,49
	15	-	Impôts sur les Sociétés	115 524 404,65	130 155 059,65
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	168 626 872,34	204 288 270,83
				0,00	0,00
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)					
	1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
			Bénéfice +	168 626 872,34	204 288 270,83
			Perte -		
	2	+	Dotations D'exploitation (1)	635 277 640,71	590 859 917,26
	3	+	Dotations Financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		-
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)	-903 972,00	-30 903 972,00
	8	-	Produits de cession d'immobilisations	-215 002,50	-266 319,70
	9	+	Valeurs nettes d'amort des immobilisations cédées	17 497,08	7 448,55
I			CAPACITE d'AUTOFINANCEMENT (CAF)	802 803 035,63	763 985 344,94
	10		Distribution de Bénéfices	196 000 000,00	196 000 000,00
II			AUTOFINANCEMENT	606 803 035,63	567 985 344,94

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux passifs et actifs circulants et à la trésorerie

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subvention d'investissement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION (a) - (b)	
			EMPLOIS	RESSOURCES
FINANCEMENT PERMANENT	15 829 939 530,92	15 562 836 477,47	-	267 103 053,45
ACTIF IMMOBILISE	16 947 329 709,91	16 611 053 901,95	336 275 807,96	-
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	1 117 390 178,99	1 048 217 424,48	69 172 764,51	
ACTIF CIRCULANT	2 990 490 853,99	3 085 886 351,86	-	95 395 497,87
PASSIF CIRCULANT	3 852 809 394,80	3 707 471 018,73	-	145 338 376,07
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	- 862 318 540,81	- 621 584 666,87	-	240 733 873,94
TRESORERIE NETTE (A-B)	- 255 071 638,18	- 426 632 757,61	171 561 119,43	-

EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		606 803 035,63		567 985 344,94
Capacité d'autofinancement		802 803 035,63		763 985 344,94
Distribution de bénéfices		196 000 000,00		196 000 000,00
CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISAT (B)		215 002,50		266 319,70
Cession d'immobilisations incorporelles		-		-
Cession d'immobilisations corporelles		215 002,50		266 319,70
Cession d'immobilisations financières		-		-
Récupération sur créances immobilisées		-		-
AUGMENT DES CAPITX PROPRES ASSIMIL (C)		-		-
Augmentation du capital		-		-
Augmentation des réserves		-		-
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		61 799 668,40		58 296 877,18
Dépôts de garantie		61 799 668,40		58 296 877,18
Emprunt à LT		-		-
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		668 817 706,53		626 548 541,82
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISIT, AUGMENTAT D'IMMOBILISAT (E)	500 384 524,40		482 765 491,72	
Acquisition d'immobilisations corporelles	28 220 240,51		24 172 099,71	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	472 119 543,77		458 615 186,31	
Augmentation d'immobilisations en cours	-		-	
Acquisition d'immobilisations financières	44 740,12		21 794,30	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	221 026 494,18		220 851 540,26	
Dépôts de garantie	31 026 494,18		30 851 540,26	
Emprunt à LT	190 000 000,00		190 000 000,00	
ACQUISIT D'IMMOBILISAT EN NON VALEUR (H)	16 579 442,46		10 003 061,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	737 990 461,04	-	713 620 092,98	-
III VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	-	240 733 873,94	195 308 522,44	-
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	171 561 119,43	-	-	282 380 073,60
TOTAL GENERAL	909 551 580,47	909 551 580,47	908 928 615,42	908 928 615,42

Activités de l'entreprise**Exercice DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019**

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales ainsi que l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée signé en 1997, pour une durée de 30 ans, entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I - ACTIF IMMOBILISE <u>A - EVALUATION A L'ENTREE</u> <u>1 - Immobilisations en non - valeurs</u> <u>2 - Immobilisations incorporelles</u> <u>3- Traitement comptable de la concession</u> Depuis 1997, la date d'entrée en vigueur de la concession de service public dont bénéficie Lydec, les immobilisations entrant dans le périmètre de cette concession sont traitées selon les dispositions de l'avis du CNC n°4 du 26 mai 2005, tel qu'adopté par l'Assemblée Plénière du CNC, et celles du Code Général de Normalisation Comptable (CGNC). Le traitement comptable de la concession se détaille comme suit : <u>3.1 Actif immobilisé du domaine concédé</u> <u>3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec</u> <u>3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec</u> <u>4. Immobilisations corporelles</u> <u>5. Immobilisations financières</u> B - CORRECTIONS DE VALEUR 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements calculés selon la méthode linéaire au taux de 20%, sans prorata temporis. Les immobilisations incorporelles comprennent : - L'actif incorporel représentant le droit d'usage des biens de retour financés par Lydec. - Les logiciels et licences pour leur coût d'acquisition. Cette rubrique du bilan reprend, en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au passif du bilan, l'intégralité des biens de retour du domaine concédé, que ces biens soient mis en concession par le concédant, le concessionnaire ou par les tiers. Les biens de retour remis gratuitement en concession par le concédant ont été valorisés conformément au contrat de gestion délégué et ont été inscrits au bilan de Lydec. Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la concession. Ainsi, conformément aux dispositions de l'avis du CNC et aux modalités pratiques d'application généralement retenues au Maroc, les biens de retour mis par le concessionnaire sont comptabilisés comme suit : Comptabilisation et amortissement de l'investissement réalisé par Lydec - le montant des investissements réalisés par Lydec au titre des biens de retour est inscrit à la fois (i) en actif immobilisé du domaine concédé en contrepartie des droits de l'autorité déléguante et (ii) en immobilisation incorporelle au sein de l'actif « l'Actif immobilisé du domaine privé » ; - les biens inscrits en actif immobilisé du domaine concédé (i) font l'objet d'un amortissement pour dépréciation (amortissement économique sur la durée de vie utile du bien) en contrepartie d'une réduction des droits de l'autorité déléguante, sans impact sur le résultat de Lydec ; la durée d'amortissement économique est fixée contractuellement (en fonction de la nature des biens mis en concession) ; • L'immobilisation incorporelle qui figure dans l'actif immobilisé du domaine privé est amortie en totalité sur la durée résiduelle de la concession. Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et apportés par Lydec sont comptabilisés comme des « biens propres », c'est-à-dire : • présentés au sein des immobilisations par nature (immobilisations corporelles) ; • amortis par la contrepartie du compte de résultat Lydec, selon leur durée de vie utile de ces biens. Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de reprise lorsque ceux-ci font l'objet d'une option de reprise contre indemnité. Ces immobilisations figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie de ces immobilisations. Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation N/A Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
II - ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) <u>A - EVALUATION A L'ENTREE</u> 1. Stocks 2. Créances 3. Titres et valeurs de placement <u>B - CORRECTIONS DE VALEUR</u> 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	CUMP Valeur nominale Valeur nominale Antériorité et nature de l'actif circulant Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III - FINANCEMENT PERMANENT 1. Méthodes de réévaluation 2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées 3. Dettes de financement permanent 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges 5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	N/A N/A Valeur d'émission de l'emprunt Evaluation individuelle du risque
IV - PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie) 1. Dettes du passif circulant 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Valeur nominale de la dette Evaluation individuelle du risque Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V - TRESORERIE 1. Trésorerie - actif 2. Trésorerie - passif 3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Valeur nominale Valeur nominale N/A
VI - ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES - VENTES DE FLUIDES	Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturé

- VENTES DE TRAVAUX	Méthode "à l'avancement" des travaux
<u>VII - EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITE DELEGANTE</u> Méthode d'évaluation	Capital restant du au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité délégante dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire.
<u>VIII - DROITS A REVISION ECONOMIQUE</u>	Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011 et 2012, les parties au contrat de gestion déléguée ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.

ETAT A2

ETAT DES DEROGATIONS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE ,LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	Néant	
II- DEROGATIONS AUX PRINCIPES DES METHODES D'EVALUATION COMPTABLES FONDAMENTAUX		
III- DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE		

ETAT A3

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice clos le : 31/12/2019

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	
II- Changements affectant les modalités d'application		

ETAT B1

DETAIL DES NON-VALEURS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

COMPTE PRINCIPAL	INTITULE	MONTANT
21281000	Travaux de grosses réparations	-
21283000	Charges à répartir sur honoraires	424 468 855,84
21284000	Autres Charges à répartir	613 368,68
TOTAL		425 082 224,52

Ce tableau retrace l'évolution de la rubrique durant l'exercice, en indiquant les soldes des comptes principaux constitutifs de " l'immobilisation en non valeurs "

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Désignation	Montant brut début de l'exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	production par l'entreprise	virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	26 195 962 892,62	1 738 997 255,92	-	970 818 352,27	-	-	970 818 352,27	27 934 960 148,54
Immobiliations gestion déléguée terminées	23 610 771 187,87	457 151 438,49		970 818 352,27				25 038 740 979,63
Immobiliations gestion déléguée en cours	2 585 191 704,75	1 281 845 816,43					970 818 352,27	2 896 218 168,91
IMMOBILISATIONS EN NON - VALEURS	408 502 782,06	16 579 442,46	-	-	-	-	-	425 082 224,52
Frais préliminaires	0,00	-						0,00
Autres Charges à répartir	613 368,68							613 368,68
Charges à répartir sur plusieurs exercices (Honoraires)	407 889 413,38	16 579 442,46						424 468 855,84
Primes de remboursement obligations	-	-						-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 077 945 843,44	472 119 543,77	-	462 999 172,37	103 204,48	-	462 999 172,37	9 549 962 182,73
Immobiliations en recherche et développement	548 346,61	-						548 346,61
Brevet , Marques , Droits et Valeurs similaires	107 621 009,55	2 988 425,86			103 204,48			110 506 230,93
Autres immobilisations incorporelles (Financement lydec)	8 969 776 487,28	469 131 117,91		462 999 172,37			462 999 172,37	9 438 907 605,19
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	617 192 784,26	28 220 240,51	-	-	10 295 895,25	-	-	635 117 129,52
Terrains	-	-						-
Constructions	1 140 186,41	-						1 140 186,41
Matériel et outillage	320 138 917,60	12 905 994,76			383 805,00			332 661 107,36
Matériel de transport	67 255 608,11	119 999,92						67 375 608,03
Matériel informatique	168 061 500,38	14 664 263,33			9 899 160,25			172 826 603,46
Matériel mobilier de bureau	48 182 241,72	620 082,50			12 030,00			48 790 294,22
Autres immobilisations corporelles	14 404 351,04							14 404 351,04

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice , par masse

0

0

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

Nature	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort sur Immob sorties (3)	cumul d'amort fin exercice (4) = (1) + (2) + (3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	391 269 735,81	12 861 899,06		404 131 634,87
Charges à répartir sur plusieurs exercices				-
Charges à répartir sur Honoraires	391 269 735,81	12 861 899,06		404 131 634,87
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 008 146 969,00	596 288 523,93	98 191,48	5 604 337 301,45
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61			548 346,61
Brevet, marques, droitset valeur similaires	89 868 083,26	6 026 057,18	98 191,48	95 795 948,96
Immobilisations financement LYDEC domaine délégué	4 917 730 539,13	590 262 466,75		5 507 993 005,88
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	546 656 396,27	26 127 218,18	10 283 411,17	562 500 203,28
Terrains				-
Constructions	1 029 916,72	15 899,83		1 045 816,55
Installations techniques, matériel et outillage	284 235 369,36	14 269 345,12	383 805,00	298 120 909,48
Matériel de transport	56 001 861,46	2 832 326,68		58 834 188,14
Mobilier, matériel de bureau	44 721 963,70	579 367,07	12 930,00	45 288 400,77
Matériel Informatique	146 326 183,98	8 397 279,48	9 886 676,17	144 836 787,29
Agencement , Installation et Aménagement	14 341 101,05	33 000,00		14 374 101,05
Total	5 946 073 101,08	635 277 641,17	10 381 602,65	6 570 969 139,60

ETAT B3

TABEAU DES PLUS OU MOINS VALUES DE CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
2019	BREVETS, MARQUES, DROITS ET VALEURS SIMI	103 204,48	98 191,48	5 013,00	1 882,46	1 619,32	4 749,86
2019	MATERIEL	254 222,00	254 222,00		4 049,94	4 049,94	
2019	AUT INST TECHNI MAT ET OUTILLAGE	129 583,00	129 583,00		2 846,51	2 846,51	
2019	MOBILIER DE BUREAU	12 930,00	12 930,00		205,98	205,98	
2019	MATERIEL INFORMATIQUE	9 899 160,25	9 886 676,17	12 484,08	206 017,61	198 065,02	4 531,49
TOTAL		10 399 099,73	10 381 602,65	17 497,08	215 002,50	206 786,77	9 281,35

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice clos le : 31/12/2019

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social dhs	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits d'exploitation inscrits au C.P.C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Resultat net	

ETAT B5

TABLEAU DES PROVISIONS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

Nature	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé	7 084 000,00					7 084 000,00		
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	7 084 000,00					7 084 000,00		
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	410 080 406,80	414 050 041,07			395 397 582,00			428 732 865,87
5. Autres Provisions pour risques et charges	41 614 586,79	15 855 948,00			3 560 031,33			51 030 565,12
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	4 395 283,18							4 395 283,18
SOUS TOTAL (B)	456 090 276,77	429 905 987,07			398 958 513,33			487 037 750,51
TOTAL (A+B)	463 174 276,77	429 905 987,07			398 958 513,33	7 084 000,00		487 037 750,51

ETAT B6

TABLEAU DES CREANCES

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE		ECHUES ET NON RECOURVEES	MONTANT EN DEVISES	AUTRES ANALYSES		
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN			MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 783 595,32	1 783 595,32						
Prêts immobilisés	1 783 595,32	1 783 595,32						
DE L'ACTIF CIRCULANT	3 091 143 915,41	213 466 473,45	1 278 885 925,38	1 598 791 516,58	2 952 295,41	1 624 712 277,01	14 796 188,21	29 542 702,26
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	57 995 831,14	48 600,00	57 947 231,14					
Clients et comptes rattachés	2 192 582 263,81	163 827 283,43	932 178 277,25	1 096 576 703,13	2 952 295,41	812 161 075,26	14 796 188,21	29 542 702,26
Etat	229 526 151,93		228 502 112,51	1 024 039,42		229 526 151,93		
Comptes d'associés								
Autres débiteurs	503 426 927,29		10 401 877,47	493 025 049,82		583 025 049,82		
Personnel	61 554 714,38	46 145 784,85	7 243 205,32	8 165 724,21				
Comptes de régularisation-actif	46 058 026,86	3 444 805,17	42 613 221,69					

ETAT B7

TABLEAU DES DETTES

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFETS
DU FINANCEMENT	1 108 155 061,10	1 027 055 061,10	81 100 000,00					
Emprunts obligataires	480 000 000,00	400 000 000,00	80 000 000,00					
Autres dettes de financement	628 155 061,10	627 055 061,10	1 100 000,00					
DU PASSIF CIRCULANT	3 675 591 201,70	310 317 823,21	3 316 652 191,44	48 621 187,05	90 306,43	748 824 063,36	77 852 993,73	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 302 594 046,37		2 253 972 859,32	48 621 187,05	90 306,43		77 852 993,73	
Clients créditeurs , avances et acomptes	198 120 671,10		198 120 671,10					
Personnel	54 947 868,58		54 947 868,58					
Organismes sociaux	3 007 814,36		3 007 814,36			3 007 814,36		
Etat	622 188 507,54		622 188 507,54			622 188 507,54		
Comptes d'associés	-		-					
Autres créanciers	141 596 198,55	6 691 003,18	134 905 195,37			123 627 741,46		
Comptes de régularisation-passif	353 136 095,20	303 626 820,03	49 509 275,17					

ETAT B8

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES	Néant				
SURETES RECUES					

(1) Gage-Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) -Entreprises liées , associés , membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté recue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (Sûreté recues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT - BAIL**EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019**

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT
* Avals et cautions		
- Cautions bancaire au profit de l'Autorité Délégante	146 542 000,00	141 930 000,00
- Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	5 000 000,00	5 000 000,00
- Caution bancaire au profit des Eaux et Forêts	49 447,00	49 447,00
- Caution bancaire au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du loyer	262 500,00	262 500,00
- Caution bancaire divers	781 289,88	760 930,26
* Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires		
- Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	627 009 000,00	622 884 042,45
* Autres Engagements		
- Engagements contractuels d'investissements	2 447 291 167,48	2 204 197 638,23
TOTAL (1)	3 226 935 404,36	2 975 084 557,95

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

ENGAGEMENTS RECUS		
* Avals et cautions		
- Garanties reçues sur contrats	391 925 305,32	303 131 124,26
* Autres Engagements		
- Facilités de crédit non utilisées	1 655 000 000,00	1 106 500 000,00
TOTAL (2)	2 046 925 305,32	1 409 631 124,26

(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

[illegible]

DETAIL DES POSTES DU C P C (Produits)

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	<u>PRODUIT D' EXPLOITATION</u>		
711	<u>Ventes de marchandises</u>		
	Ventes de marchandises au Maroc	6 334 281 297,66	6 310 441 061,66
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total	6 334 281 297,66	6 310 441 061,66
712	<u>Ventes des biens et services produits</u>		
	Ventes travaux	298 031 695,35	246 988 043,23
	Recettes fonds de travaux	496 200 082,83	346 849 172,91
	Entretien et location branchements \ compteurs	133 244 930,13	131 608 758,41
	Coupures -Rebranchements	47 512 581,64	39 582 949,69
	Pose et depose de compteurs	8 126 648,75	7 849 657,96
	Autres prestations	5 823 067,91	5 654 957,67
	Peines et soins	121 907 104,50	135 053 337,07
	Reste du poste des ventes et services produits	16 482 506,06	17 556 153,72
	Total	1 127 328 617,17	931 143 030,66
713	<u>Variation des stocks de produits</u>		
	Variation des stocks des biens produits		
	Variation des stocks des services produits		
	Variation des stocks des produits en cours		
	Total		
718	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
	Jetons de présence reçus		
	Reste du poste (produit divers)		
	Total		
719	<u>Reprises d'exploitation:transferts des charges</u>		
	Reprises	398 958 513,33	385 583 372,38
	Transferts des charges	49 515 292,32	49 580 698,50
	Total	448 473 805,65	435 164 070,88
	<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
738	<u>Interets et autres produits financiers</u>		
	Interets et produits assimilés	4 229 244,17	3 073 131,19
	Revenus des créances rattachées à des participations		
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		29 421,98
	Reste du poste interêts et autres produits financiers		
	Total	4 229 244,17	3 102 553,17

DETAIL DES POSTES DU C P C (Charges)**EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019**

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
611	<u>Achat revendus de marchandises</u>		
	Achat de marchandises	4 368 219 858,66	4 361 024 529,40
	Variation des stocks de marchandises		
	Total	4 368 219 858,66	4 361 024 529,40
612	<u>Achat consommés de matière première</u>		
	Achat de matières premières		
	Variation des stocks de matière première		
	Achat de matériel et fournitures consommables et d'emballages	180 630 041,79	203 745 352,63
	variation des stocks de matière, fournitures et emballage	462 036,52	-2 986 995,25
	Achat non stockés de matière et fourniture	119 621 207,66	125 733 829,45
	Achats de travaux ,études et prestations de services	843 268 454,62	621 593 919,78
	Total	1 143 981 740,59	948 086 106,61
613/614	<u>Autres charges externes</u>		
	Locations et charges locatives	35 786 811,53	34 956 839,01
	Redevances de crédit -bail		
	Entretiens et réparations	19 722 859,90	16 650 304,85
	Primes d'assurances	11 978 538,89	11 365 432,67
	Rémunérations du personnel extérieur a l'entreprise	23 978 505,91	20 754 774,99
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 904 302,02	8 825 499,18
	Redevances diverses	158 253 886,52	154 438 674,30
	Documentation diverses	181 426,00	126 797,17
	Transports	85 258,70	43 829,60
	Reste du poste des Autres charges externes	39 734 119,94	38 229 815,05
	Total	296 625 709,41	285 391 966,82
617	<u>Charges de personnel</u>		
	Rémunération du personnel	578 915 809,27	577 722 074,09
	Charges sociales	205 112 306,51	205 443 302,58
	Reste du poste des autres charges de personnel	41 004 137,70	49 173 885,42
	Total	825 032 253,48	832 339 262,09
618	<u>Autres charges d'exploitation</u>		
	Jeton de présence	105 000,00	90 000,00
	Pertes sur créances irrécouvrables	15 514 451,93	10 031 255,40
	Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	15 619 451,93	10 121 255,40
	<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
638	<u>Autres charges financiere</u>		
	Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste des autres charges financieres	12 056,93	21 075,65
	Total	12 056,93	21 075,65
	<u>CHARGES NON COURANTES</u>		
658	<u>Autres charges non courantes</u>		
	Pénalités sur marchés et débits		15 626,00
	Rappels d'impôts (Autres que l'IS)		
	Pénalités et amendes fiscales	302 024,00	1 193 335,80
	Reste du poste des autres charges non courantes	16 525 868,39	10 951 052,67
	Total	16 827 892,39	12 160 014,47

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

Exercice : du 01/01/2019 au 31/12/2019

INTITULES	MONTANT	MONTANT
I RESULTAT AVANT IS (et hors CSN)	284 151 276,99	
Bénéfice net avant IS	284 151 276,99	
Perte nette avant IS		
II REINTEGRATIONS FISCALES	349 909 694,05	
1 Courantes	333 298 166,66	
Dotation aux provisions pour dépréciation clients	250 801 782,53	
Redevance COS non déductible	54 730 878,49	
Surplus Amortissements non déductible sur LLD	939 408,47	
Ecart de conversion - Passif 2019	4 633,66	
Dons non déductibles	6 040 150,00	
Amortissements FFC non reçu	1 241 739,56	
Provision pour risques et charges	12 757 892,00	
Charges sur exercices antérieurs	6 781 681,94	
2 Non Courantes	16 611 527,39	
Autres charges non courantes	10 960 789,82	
Charges sur exercices antérieurs	5 565 078,57	
Pénalité et Amendes Fiscales	85 659,00	
III DEDUCTIONS FISCALES		260 893 536,76
1- Courantes		260 893 536,76
Ecart de conversion - Passif 2018		4 044,67
Reprises sur provision déc 2018		21 384 587,34
Reprise Dotation aux provisions pour dépréciation clients		239 504 904,75
2- Non courantes		-
TOTAL (T1 ; T2)	634 060 971,04	260 893 536,76
IV RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1>T2 (A)		373 167 434,27
Déficit brut fiscal si T2>T1 (B)		
V REPORT DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		373 167 434,27
ou déficit net fiscal (B)		
VII CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Resultat courant d'après C.P.C	(+)	262 503 894,55
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	333 298 166,66
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	260 893 536,76
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	334 908 524,44
Impôt théorique sur resultat courant	(-)	103 821 642,58
Resultat courant après impôts	(=)	158 682 251,97

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

[illegible]

ETAT B14

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

Nature	Solde début exercice	Opération de l'exercice	Déclaration TVA	Solde fin exercice
A.TVA FACTUREE	336 725 419,03	1 151 631 392,39	1 099 342 675,58	389 014 135,84
B. TVA RECUPERABLE	211 495 741,20	844 972 485,26	842 596 783,50	213 871 442,96
Sur charges	174 036 146,51	649 835 139,50	649 538 284,87	174 333 001,14
Sur immobilisations	37 459 594,69	195 137 345,76	193 058 498,63	39 538 441,82
T.V.A due ou crédit T.V.A (A-B)	125 229 677,83	306 658 907,13	256 745 892,08	175 142 692,88

PASSIFS EVENTUELS

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

I - Audit de la gestion déléguée 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017**1- Audit de la gestion déléguée 1997-2006**

Pour rappel, en date du 3 mai 2013, le comité de suivi a décidé la constitution d'une commission mixte aux fins de lui faire des propositions de résolution de ce dossier. Cette commission s'est réunie en juillet 2013 puis a repris ses travaux en mai 2014 afin d'examiner chacune des observations formulées de part et d'autre. En juillet 2014, à l'issue de 4 réunions, la DRSC a pris acte de l'évolution du dossier et demandé l'avis de tiers experts indépendants.

Suite à différents échanges et notamment une réunion tenue le 29 décembre 2014, sous la présidence du Wali et en présence du président de l'Autorité déléguée et de Lydec, un protocole d'accord a été signé et stipule notamment que les redressements relatifs à l'assistance technique, aux rendements et à la question spécifique de la retnite (créance de 403 MDhs) sont devenus sans objet. Ce protocole invitait la commission mixte à s'adjoindre les services d'un expert indépendant pour statuer sur les autres points au plus tard fin avril 2015.

L'Autorité Déléguée et Lydec ont lancé le 02/03/2015 une consultation restreinte qui a abouti au choix du cabinet SNC Lavalin pour le volet comptable du dossier et le cabinet Baker & McKenzie pour le volet juridique.

Les rapports définitifs de l'expertise ont été remis en juillet 2015. Les conclusions confirment globalement les positions de Lydec.

Suite à cette expertise, la commission mixte a repris ses travaux en octobre et novembre 2015 et rendu compte de l'avancement du dossier au comité de suivi de la Gestion Déléguée réuni le 21 janvier 2016. Ce dernier a pris acte de l'avancement du dossier et demandé à la commission mixte de poursuivre et conclure ses travaux.

La commission mixte a repris ses travaux en janvier 2017 suite aux recommandations du Comité de Suivi du 29 décembre 2016 d'accélérer le processus de révision du Contrat de Gestion Déléguée. Les parties ont passé en revue le dossier de l'audit 1997-2006 (contexte, historique avec ses différentes étapes, position du SPC/AD arrêtée sur la base des conclusions de l'expertise indépendante).

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre, il a été proposé de solder définitivement l'audit 1997-2006 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif à l'audit 1997-2006 (voir point 3 ci-dessous).

2- Audits de la gestion déléguée 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015

Les dossiers des audits de la gestion déléguée des périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 sont examinés dans le cadre des travaux de la révision contractuelle par la commission mixte en charge du bilan du passé. Cette commission a notamment convenu d'arrêter une situation « bilancielle » du Fonds de Travaux à fin 2015 sur la base de laquelle les redressements seraient analysés. A date, suites à ces échanges, le 17 septembre le SPC a transmis une nouvelle position du SPC / Autorité Déléguée sur les conclusions des audits 2007-2015. Cette position prend en compte l'abandon de certains redressements. Lydec a répondu à la position définitive en renvoyant un dossier complet de réponse sur les points soulevés dans la position définitive du SPC.

Lors du Comité de Pilotage tenu le 15 décembre, il a été proposé de solder définitivement l'audit 2007-2015 dans le cadre d'une transaction globale à travers un engagement d'investissements du délégataire en plus de ses engagements contractuels. Ce Comité n'a pas validé cette proposition du fait d'un désaccord sur la modalité de mise en œuvre permettant de clôturer définitivement ce dossier et a renvoyé vers le prochain Comité de pilotage de la révision.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a décidé de clôturer le dossier relatif aux audits du Contrat de Gestion Déléguée (CGD) réalisés sur les périodes 2007-2011, 2012-2013 et 2014-2015 (voir point 3 ci-dessous).

3- Clôture des dossiers relatifs aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, 2014-2015 et 2016-2017

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la Commission Technique Principale (CTP) du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif aux audits du CGD réalisés sur les périodes 1997-2006, 2007-2011, 2012-2013, et 2014-2015 à savoir :

- verser avant le 31/12/2017, au compte du FDT, un montant de 35 MDH;
- réaliser par Lydec en 2018, une enveloppe d'investissement au-delà de ses engagements contractuels, d'un montant de 42 MDH net (Hors FF&FF);
- réserver par Lydec, au-delà de ses engagements contractuels, une enveloppe de 111,27 MDH net (hors FF&FF) au projet d'assainissement pluvial de Hay Sadri. Ce projet dont la réalisation doit s'étaler sur deux ans, est prévu de démarrer en 2018.

4- Audit de la gestion déléguée 2016-2017

Les audits de la gestion déléguée au titre des périodes 2016-2017 ont démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- solder ce dossier dans le cadre du bilan des passifs pour un montant de 6,6 Mdhs.

II- Audit de valorisation des investissements 2007-2015 et 2016-2017

1- Audit de valorisation des investissements 2007-2015

Pour rappel, Lydec avait reçu le rapport provisoire de valorisation des investissements (partie métiers) le 30 juin 2016 avec des redressements/demandes d'explication auquel Lydec avait répondu en septembre 2016 en rejetant l'essentiel des redressements et en apportant les compléments d'information / clarifications nécessaires.

Le 30 janvier 2017, Lydec a reçu le rapport définitif relatif à la valorisation des investissements (partie métiers). Lydec a répondu en date du 14 avril 2017 en confirmant sa position initiale et en rejetant l'essentiel des redressements. La dernière position du SPC/AD a été transmise en date du 10 novembre 2017, à laquelle Lydec a répondu en date du 17 novembre 2017.

Le 11 avril 2017, Lydec a reçu le rapport définitif sur la valorisation des moyens communs. Une réponse complète a été faite par Lydec le 17 mai 2017.

Lydec a également transmis l'ensemble des éléments demandés pour la mission de valorisation des investissements de l'échantillon complémentaire, pour laquelle le rapport était attendu début 2018. D'un commun accord entre les parties, l'analyse de l'échantillon complémentaire viendra en lieu et place de l'extrapolation qui était initialement proposée pour couvrir l'ensemble des investissements de la période 2007-2015.

En date du 20 novembre 2017, le SPC/AD a également transmis un rapport provisoire sur les prestations effectuées par les sociétés apparentées. Ce rapport incluait des demandes d'informations complémentaires qui ont depuis été transmises. Le rapport définitif de cette mission était attendu début 2018.

Le comité de pilotage du 27 avril 2018 a adopté les solutions proposées lors de la CTP du 20 avril 2018 afin de clôturer le dossier relatif à la valorisation des investissements sur la période 2007/2015 à savoir: 126,7 MDH à régulariser par Lydec à travers le bilan des passifs, 24,5 MDH considérés comme déjà traités et régularisés et 25,4 MDH concernant les dossiers "à suivre" qui feront l'objet d'un protocole spécifique qui arrêtera les modalités de leur suivi.

2- Audit de valorisation des investissements 2006-2017

L'audit de valorisation des investissements 2016-2017 a démarré en mai 2018 dans le cadre des travaux de la révision contractuelle. En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir:

- régulariser par Lydec dans le cadre du bilan des passifs un montant de 14,1 Mdhs.

III- Dossier de la retraite-Partie antérieure au 30/09/2003

Pour rappel, en date du 27 avril 2018, le comité de pilotage invite la CTP à finaliser la vérification des montants réclamés par les parties, Lydec et SPC/AD, relatifs au dossier de la retraite datant de la période antérieure à 2003:

1. pensions versées par Lydec en lieu et place de la CCR;
2. cotisations collectées;
3. participation de Lydec au ticket d'entrée RCAR.

En date du 28 février 2019, un comité de pilotage a été tenu et a validé les propositions de la commission mixte SPC/Lydec présentées lors du comité de pilotage du 18 décembre 2018 à savoir :

- porter au profit de l'AD dans le cadre du bilan des passifs un montant de 74,8 Mdh.

IV- Impacts COVID-19

L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de COVID 19 n'entraîne pas d'ajustements des comptes au 31 décembre 2019 et ne remet pas en cause la continuité d'activité de l'entreprise. Des travaux sont en cours pour estimer l'impact sur les prévisions budgétaires.

ETAT C1

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse (2)	Montant du capital : 800 000 000,00			EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019		
		Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale (€1)	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent (3)	Exercice actuel (4)		Souscrit (5)	Appels (7)	Libéré (8)
SUEZ	1, Rue d'Astorg 75379 PARIS CEDEX 08 France	4 080 000	4 080 000	100,00	408 000 000,00	408 000 000,00	408 000 000,00
PIPAR HOLDING	Immeuble CDG, Place Moulay El HASSAN Rabat	1 279 499	1 279 499	100,00	127 949 900,00	127 949 900,00	127 949 900,00
RMA	53, Avenue de l'Armée Royale Casablanca	1 274 485	1 291 583	100,00	129 158 300,00	127 448 800,00	127 448 800,00
Flottant		1 366 013	1 348 916	100,00	134 891 800,00	136 601 300,00	136 601 300,00
TOTAL		8 000 000	8 000 000	Total	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00

ETAT C2

TABLEAU D'AFFECTATION DES RESULTAT INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	MONTANT	B AFFECTATION DES RESULTATS	MONTANT
(Décision de l'AGO du 13 juin 2019)			
Report à nouveau	751 660 492,98	Réserve légale	
Resultat nets en instance d'affectation		Autres réserves	
Resultat net de l'exercice	204 288 270,83	Tantième	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	196 000 000,00
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	759 948 763,81
TOTAL (A)	955 948 763,81	TOTAL (B)	955 948 763,81

ETAT C3

**RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES
DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES**

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

NATURE DES INDICATIONS	EXERCICE N-2	EXERCICE N-1	EXERCICE N
* SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
- Capitaux propres (+) Capitaux propres assimilés(-) Immobilisations en non valeurs	1 819 743 977,35	1 826 474 807,90	1 794 480 164,84
* OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	7 216 944 607,04	7 241 584 092,32	7 461 609 914,83
2. Résultat avant impôts	335 727 295,52	334 443 330,48	284 151 276,99
3. Impôts sur les résultats	135 574 535,69	130 155 059,65	115 524 404,65
4. Bénéfices distribués	180 000 000,00	196 000 000,00	196 000 000,00
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	200 152 759,83	204 288 270,83	168 626 872,34
* RESULTAT PAR TITRE			
(Pour les sociétés par actions et S.A.R.L.)			
Résultat net par action ou part sociale	25,02	25,54	21,08
Bénéfice distribués par action ou part sociale	22,50	24,50	24,50
* PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	846 804 039,75	832 339 262,09	825 032 253,48
Effectif des salariés employés à la fin de l'exercice	3 392	3 325	3 284

ETAT C4

TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019

Nature	Entrée Contre-valeur en DH	Sortie Contre-valeur en DH
Financement permanent		
Immobilisations brutes	235,74	
Rentrées sur immobilisations		
Remboursement des dettes de financement		
Produits	384 940,84	
Charges		28 236 580,33

Total des entrées	385 176,58	
Total des sorties		28 236 580,33
Balance devises	27 851 403,75	
TOTAL =	28 236 580,33	28 236 580,33

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**I- DATATION****EXERCICE DU : 01/01/2019 au : 31/12/2019**

Date de clôture (1)	31 décembre 2019
Date d'établissement des états de synthèse (2)	20 février 2020
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse,	

I- Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice avant la 1 ère communication externe des états de synthèse.

DATES	Indication des événements

Etat du Fonds de Travaux

31 décembre 2019

Solde du compte Fonds de Travaux au 31 décembre 2019 :

	31/12/2018	31/12/2019
Solde du compte Fonds de Travaux :	162 848 939,91	123 303 957,98

Fonctionnement du compte Fonds de Travaux

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Délégante, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Délégante. Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'Impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité délégante, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concédés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Délégante a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encours entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.